

Édito

Unir, un gros mot en Belgique?

Par Francis Van de Woestyne

Notre système institutionnel se grippe régulièrement parce qu'il contient des faiblesses congénitales (absence de partis fédéraux, de hiérarchie des normes, de concept de loyauté fédérale). Il est dès lors facile, pour ceux qui rêvent de le bloquer définitivement, de réclamer une évolution radicale qui le mènerait à sa perte.

Ne jetons pas ce qui a peut-être sauvé le pays. Le fédéralisme belge a permis de répondre aux aspirations légitimes des mouvements flamand et wallon (et bruxellois, plus récemment). Ils souhaitent "être maîtres chez eux" et gérer des compétences leur permettant d'appliquer sur leur territoire des politiques censées répondre de manière plus adéquate aux aspirations de leur population.

Mais ce fédéralisme n'est pas un fédéralisme de construction, d'assemblage, mais bien de séparation, de dissociation.

Tout cela ne serait pas grave si le législateur avait prévu des lieux de concertation obligatoire et efficace. Ils existent mais ils sont inopérants lorsque les majorités politiques sont différentes et malheureusement concurrentes. Dès lors, ce qu'ils cherchent, c'est moins à sceller des accords qui font avancer les Régions ensemble vers le même objectif qu'à bloquer le pouvoir voisin. Voyez le RER, en rade depuis des décennies. Voyez les querelles autour de l'impôt sur la fortune ou l'indexation des loyers. Ce sont, à chaque fois, des sujets de discorde.

La solution? Inscire la loyauté fédérale au frontispice de notre Constitution serait hautement symbolique mais sans doute sans influence sur ces élus pour qui les frontières nationales ne sont plus celles du pays mais bien celles de leur Région. L'établissement d'une véritable circonscription nationale remettrait sans doute le souci du bien-être de tous les Belges au cœur de leur action politique.